



En 2011, le secteur marchand guyanais génère un tiers des richesses produites sur le territoire

Avec 1,2 milliard d'euros de richesses créées, la situation économique de la Guyane reste dynamique en 2011. La croissance démographique favorise l'essor du tissu productif. Le secteur marchand guyanais est dominé par les activités tertiaires notamment commerciales, mais le secteur industriel continue à se développer. La filière spatiale continue d'exercer un effet d'entraînement, notamment sur les secteurs de l'industrie, des services aux entreprises et du transport. En 2011, le secteur de la construction est également un moteur pour l'économie de la région, occupant le premier rang en terme de création de richesses.

Ali Benhaddouche, Insee

De par son dynamisme démographique, l'économie guyanaise est plus orientée vers sa demande interne qu'externe et se trouve ainsi protégée des fluctuations nationales, voire internationales. La forte croissance démographique permet l'essor du tissu productif et nécessite, en matière d'équipement du territoire, de nombreux investissements.

En 2011, la valeur ajoutée des entreprises guyanaises du secteur marchand atteint 1,2 milliard d'euros. Les richesses ainsi produites par ce secteur représentent un tiers des richesses totales produites en Guyane, poids nettement inférieur à celui du niveau national (57 %). Ce poids en constante progression depuis plusieurs années confirme le développement du secteur marchand guyanais.

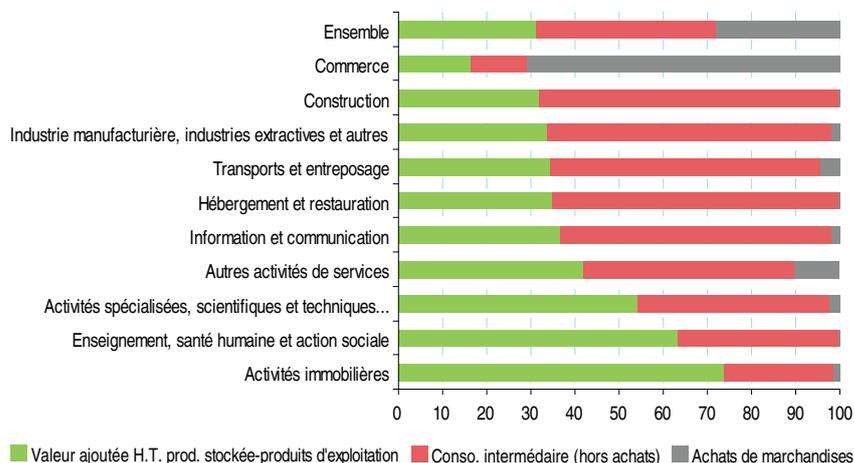
L'année 2011 est une année faste pour l'activité spatiale, avec sept lancements réussis et le développement des offres de lancement d'Arianespace. Cette dernière dispose d'une gamme complète de services, avec le nouveau Soyouz et la mise en place de Vega, le lanceur européen opérationnel début 2012.

Le secteur du spatial a un effet d'entraînement sur plusieurs secteurs d'activité tels que le secteur industriel, celui des services aux entreprises et également celui du transport. Le secteur de la construction reste dynamique, les besoins en logements et l'aménagement

du territoire étant toujours prégnants. À titre de comparaison en 2011, la valeur ajoutée dégagée par les entreprises guadeloupéennes du secteur marchand s'élève à 2,9 milliards d'euros et celles implantées en Martinique à 3,2 milliards d'euros.

1 Des consommations intermédiaires importantes dans la construction

Décomposition du chiffre d'affaires des entreprises implantées en Guyane selon les secteurs d'activité en 2011 (en %)



Source : Insee - Esane 2011 - Données individuelles.

La construction, premier secteur créateur de richesses...

En 2011, les richesses créées par ce secteur représentent 22 % des richesses produites sur le territoire. La croissance démographique très forte nécessite la construction de nouveaux logements, notamment des logements sociaux (zone de Soula), et d'aménagement du territoire (usine de traitement d'eau potable Matiti, réhabilitation du quai n° 2 du port de Degrad-des-Cannes).

La commande publique reste le principal soutien de ce secteur, représentant entre 50 % du chiffre d'affaires du bâtiment et 80 % des travaux publics. Mais le secteur privé semble devenir un relais de croissance en termes de demande. En 2011, encouragées par les mesures de défiscalisation, les autorisations de logements dans le secteur privé sont quatre fois plus nombreuses que celles de logements sociaux. En 2010, les autorisations de ces deux secteurs étaient équivalentes. Toutefois, la construction de logements sociaux est une activité cyclique et des opérations importantes ont été réalisées en 2010 à Saint-Laurent du Maroni, Macouria, Cayenne ou Rémire-Montjoly, avec pour certaines une livraison début 2011.

Le maintien de l'activité de la construction en 2011 avec une nette accélération en fin d'année le place au premier rang, en termes de création de richesses, devant de peu le secteur du commerce. La valeur ajoutée dégagée par la construction est deux fois plus importante dans l'économie guyanaise que dans les économies guadeloupéenne et martiniquaise.

...qui devance de peu le secteur du commerce

L'activité du secteur commercial en 2011 a été de bonne tenue. La valeur ajoutée générée par le secteur du commerce représente 20 % de la valeur ajoutée totale. Cette prépondérance du commerce dans l'économie guyanaise se retrouve également dans les économies guadeloupéenne et martiniquaise. Le commerce de gros dégage un peu plus de richesses que le commerce de détail, comportement inverse à celui enregistré en Guadeloupe.

La croissance démographique est génératrice de besoins de plus en plus importants en termes de consommation et incite le secteur du commerce à s'organiser pour répondre au mieux aux attentes des consommateurs guyanais. Le secteur est engagé depuis plusieurs années dans une phase de restructuration autour de quelques groupes qui se positionnent sur tout l'éventail de la distribution (grossistes, hypermarchés, supermarchés et supérettes).

L'arrivée d'un nouvel hypermarché, en juillet 2011 est l'événement marquant de cette année. La surface commerciale totale de la Guyane (hors galeries marchandes) augmente de 7,6 %.

Les services spécialisés aux entreprises, troisième secteur créateur de richesses

Avec 17 % des richesses totales, le secteur des services spécialisés aux entreprises s'est fortement développé au cours des

dernières années. Toutefois, ces entreprises sont encore peu nombreuses par rapport à la demande. La filière spatiale a un effet d'entraînement important sur ce secteur. De même, l'activité grandissante du secteur de la construction génère également des besoins notamment dans les activités d'architecture et d'ingénierie, stimulant ainsi leurs développements. Par ailleurs 55 % de la valeur ajoutée du secteur des services aux entreprises est générée par les activités de services administratifs et de soutien (intérim, sécurité). Dans l'économie martiniquaise, les richesses produites par ce sec-

Le champ étudié : le secteur marchand

Le champ étudié dans cet article est celui des entreprises marchandes, y compris auto-entrepreneurs, à l'exception des entreprises du secteur financier (observées par l'Autorité de contrôle prudentiel) et des exploitations agricoles (couvertes par de nombreuses enquêtes gérées par le service statistique du ministère de l'Agriculture).

Les biens et services marchands sont destinés normalement à être vendus sur le marché à un prix calculé pour couvrir leur coût de production.

En toute rigueur, il faudrait parler de services principalement marchands car pour certaines activités coexistent des parties marchandes et non-marchandes ; certains services sont considérés comme toujours marchands (exemple les transports), d'autres comme toujours non marchands (exemple administration générale)

On considère qu'une unité économique rend des services non marchands lorsqu'elle les fournit gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs. Ces activités de services se rencontrent dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'action sociale et de l'administration. Ainsi dans le secteur de « l'enseignement, santé humaine et action sociale » ne sont prises en compte dans cette étude que les entreprises du secteur marchand, hors secteur public : il s'agit donc d'une vision très partielle du poids économique réel de ces activités.

2 La construction et le commerce génèrent plus de 40 % des richesses

Principaux résultats des entreprises implantées en Guyane en 2011 (en K-euro)

Secteur d'activité	Nombre d'unités	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée (VA)	Part de la VA (%)	Excédent brut d'exploitation (EBE)
Industrie manufacturière, industrie extractive et autres	867	472 386	164 870	13,8	61 516
- Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	176	56 675	17 374	1,5	7 664
- Industrie chimique	20	73 675	29 251	2,5	13 409
Construction	1 387	804 053	266 430	22,3	83 853
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	3 026	1 778 074	358 964	30,1	134 098
- Commerce :	2 038	1 440 117	241 008	20,2	93 109
dont :					
Commerce de gros, hors automobiles et motocycles	356	674 034	118 530	9,9	52 796
Commerce de détail, hors automobiles et motocycles	1 472	567 824	95 013	8,0	34 132
- Transports et entreposage	420	156 637	54 233	4,5	18 374
- Hébergement et restauration	568	181 319	63 723	5,3	22 615
Information et communication	163	68 739	26 089	2,2	8 172
Activités immobilières	182	94 979	70 655	5,9	51 276
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	1 245	368 654	202 305	17,0	70 174
- Activités de services administratifs et de soutien	546	222 691	113 117	9,5	24 873
Enseignement, santé humaine et action sociale	650	148 251	94 652	7,9	52 201
- Activités pour la santé humaine	529	118 884	75 621	6,3	48 387
Autres activités de services	420	21 685	9 443	0,8	825
Ensemble	7 940	3 756 820	1 193 408	100,0	462 114

Source : Insee - Esane 2011 - Données individuelles.

teur représentent 20 % des richesses totales (15 % dans l'économie guadeloupéenne).

Le développement du tourisme d'affaire favorise l'activité de l'hôtellerie-restauration

L'élargissement de l'offre et la fréquentation hôtelière permettent une activité soutenue du secteur de l'hôtellerie et la restauration. Les lancements d'Arianespace, notamment les deux premiers tirs Soyouz et l'ATV (*Automated Transfer Vehicle* ; véhicule automatique de transfert européen) ont accru le tourisme d'affaires. Cela a contribué au redémarrage des investissements dans l'hôtellerie après une longue période atone. Le poids de ce secteur dans la valeur ajoutée totale des services marchands est de 5 %, poids identique en Guadeloupe et Martinique.

L'industrie représente 14 % de la valeur ajoutée totale guyanaise (20 % en Martinique et 14 % en Guadeloupe). Le poids relativement faible de l'industrie s'explique, notamment, par la faible présence des industries agroalimentaires dans le département. Ce secteur, comme l'ensemble de l'économie guyanaise, est en effet confronté à un certain nombre de contraintes difficiles à lever pour pouvoir assurer la pérennité des entreprises ; la faible taille du marché induit l'absence d'économies d'échelle, des coûts élevés et donc une faible compétitivité. Seules quelques unités artisanales ou petites industries transforment et conditionnent les produits régionaux.

Les consommations intermédiaires représentent 70 % du chiffre d'affaires

Après deux années de relative stabilité, le retour en 2011 de la hausse des prix en Guyane a renchérit le coût des consommations intermédiaires (y compris les achats de marchandises) pour les entreprises. Celles-ci représentent 70 % du chiffre d'affaires des entreprises des différents secteurs du service marchand guyanais, proportion quasi identique pour les entreprises guadeloupéennes et martiniquaises.

Cependant, la part des consommations intermédiaires dans le processus de production est variable selon les secteurs économiques. Par exemple, les activités de services, peu consommatrices de produits intermédiaires, affichent des taux de valeur ajoutée supérieurs à 40 %. Les secteurs de l'enseignement, santé humaine et action sociale et les activités spécialisées, scientifiques et techniques et les activités immobilières en sont une illustration, avec un taux de valeur ajoutée d'au moins 55 %. À l'opposé dans des secteurs comme l'industrie ou la construction, grands consommateurs de produits intermédiaires, le taux

de valeur ajoutée représente moins de 35 % du chiffre d'affaires. Le commerce, secteur où les achats de marchandises représentent 75 % du chiffre d'affaires, affiche le taux de valeur ajoutée le plus bas (16 %).

Les entreprises guyanaises réalisent un taux de marge de 39 % en 2011

Le taux de marge des entreprises guyanaises est en moyenne de 39 % en 2011. Le taux de marge des entreprises varie selon le secteur d'activité. Le taux de marge est généralement élevé dans les secteurs où la productivité apparente du capital est faible.

Le secteur des activités immobilières se caractérise par un niveau d'investissement élevé (biens immobiliers...). Ce niveau d'investissements doit relativiser un taux de marge élevé. À l'inverse, le taux de marge indique que le secteur des activités de services administratifs (22 %) emploie moins de capital par rapport au travail qu'un secteur où le taux de marge est plus élevé, comme la santé humaine (64 %). Enfin, les secteurs les moins rentables sont souvent des secteurs concurrentiels : soit l'offre y est atomistique (hôtels-restaurants, services personnels), soit leurs produits sont banalisés (biens intermédiaires). ■

3 Des taux de marge supérieurs à la moyenne dans le commerce de gros et les IAA

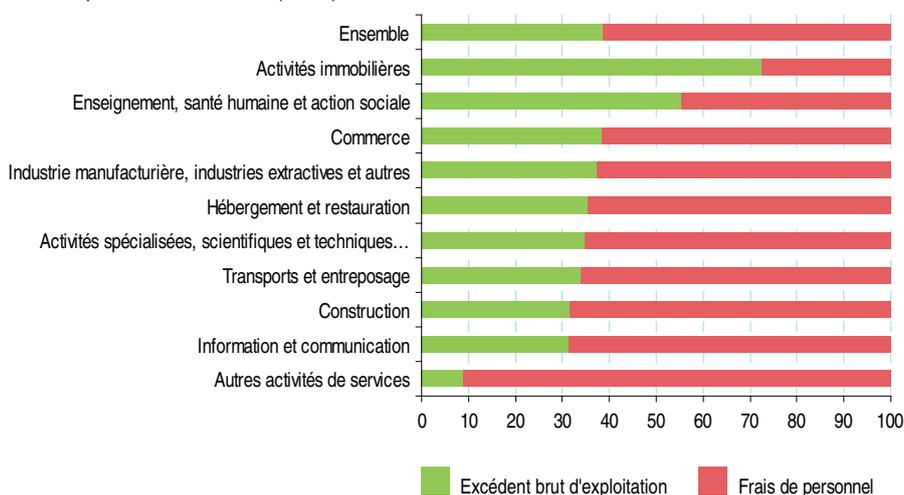
Quelques ratios d'analyse financière des entreprises implantées en Guyane par secteur d'activité en 2011 (en %)

Secteur d'activité	Taux de VA VAHT/CA	Taux de marge EBE/VACF	Part frais de personnel FP/VACF
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	34,9	37,3	62,7
- Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	30,7	44,1	55,9
- Industrie chimique	39,7	45,8	54,2
Construction	33,1	31,5	68,5
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	20,2	37,4	62,6
- Commerce :	16,7	38,6	61,4
dont :			
Commerce de gros, hors automobiles et motocycles	17,6	44,5	55,5
Commerce de détail, hors automobiles et motocycles	16,7	35,9	64,1
- Transports et entreposage	34,6	33,9	66,1
- Hébergement et restauration	35,1	35,5	64,5
Information et communication	38,0	31,3	68,7
Activités immobilières	74,4	72,6	27,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	54,9	34,7	65,3
- Activités de services administratifs et de soutien	50,8	22,0	78,0
Enseignement, santé humaine et action sociale	63,8	55,2	44,8
- Activités pour la santé humaine	63,6	64,0	36,0
Autres activités de services	43,5	8,7	91,3
Ensemble	31,8	38,7	61,3

Source : Insee - Esane 2011 - Données individuelles.

4 L'Excédent brut d'exploitation représente 40 % de la VA dans le commerce

Répartition de la valeur ajoutée des entreprises implantées en Guyane selon le coût des facteurs de production en 2011 (en %)



Source : Insee - Esane 2011 - Données individuelles.

Définitions

Comprendre les soldes comptables :

Le chiffre d'affaires se compose de la production vendue de biens et services et les ventes de marchandises. Les marchandises ne sont pas une production réalisée par l'entreprise qui les commercialise, contrairement aux productions vendues de biens ou services.

Contrairement au chiffre d'affaires, la valeur ajoutée hors taxes correspond à ce qui est vraiment créé par l'entreprise. Elle s'obtient en additionnant le chiffre d'affaires, la production stockée et les autres produits d'exploitation, auxquels sont retranchées les consommations intermédiaires, les charges d'exploitation et la variation de stock. Les valeurs ajoutées peuvent s'additionner car les consommations intermédiaires sont soustraites. Transformées, ces consommations permettent la production d'autres biens ou services ou la vente de marchandises.

Certains secteurs d'activités bénéficient de subventions. Les entreprises sont également taxées. La valeur ajoutée au coût des facteurs de production s'obtient en ajoutant à la valeur ajoutée les subventions et en retranchant les impôts et taxes.

La valeur ajoutée au coût des facteurs de production se divise en deux parties :

- les frais de personnel qui permettent la rémunération du facteur de production « travail » ;
- l'excédent brut d'exploitation qui s'interprète comme le revenu du facteur de production « capital ».

L'excédent brut d'exploitation (EBE) n'est pas seulement la rémunération des apporteurs de capitaux ou le bénéfice de l'entreprise. Il permet de rémunérer les actionnaires, mais également de rembourser les dettes ou de financer des investissements. Il rémunère également le travail des entrepreneurs individuels.

Le taux de valeur ajoutée :

Le taux de valeur ajoutée mesure la performance de l'outil de production, le degré d'intégration ou de sous-traitance d'une entreprise dans une filière de production.

Plus ce taux est élevé, plus l'entreprise contribue à créer de la valeur et plus elle est intégrée dans le tissu économique. Une entreprise qui réalise en interne l'ensemble de la chaîne de production aura un taux de valeur ajoutée plus important que celle qui sous-traite certaines étapes, à chiffre d'affaires égal.

Taux faible : peu de main d'œuvre, processus court, activité commerciale.

Taux élevé : part importante de la main d'œuvre dans les processus, activité de services.

Le taux de marge :

La valeur ajoutée au coût des facteurs de production (y compris les subventions d'exploitation, hors impôts et taxes d'exploitation) permet aux entreprises de payer les frais de personnel et de dégager un excédent brut d'exploitation... Le taux de marge est le rapport de l'EBE sur la valeur ajoutée aux coûts des facteurs de production (VACF). La comparaison des taux de marge entre secteurs est un exercice délicat. Chaque secteur présente en effet des particularités vis-à-vis du recours à l'emploi et au capital et du cycle conjoncturel. Les secteurs capitalistiques ont de fait un taux de marge plus élevé que les secteurs de main-d'œuvre.

Dans le partage de la VACF, le taux de marge rend compte de ce qui reste à disposition des entreprises, l'EBE notamment, pour rémunérer le capital, une fois déduites les rémunérations salariales. Un taux de marge élevé résulte en général de la mise en œuvre d'un capital d'exploitation important ; il n'implique pas nécessairement une rentabilité économique forte (l'EBE devant alors être rapporté à ce capital d'exploitation) mais sert à financer les investissements.

La taille des entreprises, mesurée par l'effectif salarié, influe sur les taux de marge. Le taux de marge est plus élevé en règle générale dans les entreprises de moins de dix salariés que dans les autres. Les microentreprises intègrent des travailleurs individuels indépendants (commerçants, artisans, professions libérales), et des gérants majoritaires de SARL, qui ne sont pas salariés mais rémunèrent leur travail sur le résultat de l'entreprise. Le taux de marge s'en trouve augmenté mécaniquement. Or, les microentreprises sont proportionnellement beaucoup plus nombreuses aux Antilles-Guyane qu'en France. La comparaison des taux de marge n'est donc juste qu'à structure équivalente.

Source

L'élaboration des statistiques annuelles d'entreprise (Esane) est le système d'information qui permet d'élaborer les statistiques structurelles d'entreprises françaises, à destination à la fois des autorités politiques et administratives françaises (sous l'égide du Cnis), de la Commission européenne (Eurostat), des statisticiens français et en particulier des comptables nationaux.

Le dispositif Esane combine des données administratives (déclarations annuelles de bénéficiaires des entreprises et données annuelles de données sociales) et des données obtenues à partir d'un échantillon d'entreprises enquêtées par un questionnaire spécifique pour produire des statistiques structurelles d'entreprises (enquête sectorielle annuelle (ESA)).

Mis en place en 2009 sur l'exercice 2008, ce dispositif remplace le précédent système composé de deux dispositifs avec les enquêtes annuelles d'entreprise (EAE) et le système unifié de statistiques d'entreprises (Suse) s'appuyant sur les déclarations fiscales, en les unifiant.

Le champ d'Esane est celui des entreprises marchandes à l'exception du secteur financier et des exploitations agricoles. Ce champ est défini à partir des codes de la nomenclature d'activité NAF.

Les soldes comptables présentés dans cette étude sont calculés à partir d'Esane.

Avertissement

Cette étude utilise des données administratives exhaustives (liasses fiscales). En 2011, une nouvelle méthode d'imputation des liasses fiscales a été introduite rendant délicate la comparaison avec 2010. Pour cette raison, les évolutions entre 2010 et 2011 ne sont pas publiées.

Service territorial de Guyane
23 ter Avenue Pasteur
97306 Cayenne Cédex

Directeur de la publication :
Didier Blaizeau

Rédactrice en chef :
Béatrice Céleste

Rédactrice Adjointe :
Maud Tantin-Machecler

Mise en page :
Patrick Lapiere de Mélinville
Typhenn Ladire

ISSN : 2417-0771
© Insee 2016

Pour en savoir plus

- Brion P., « Esane, le dispositif rénové de production des statistiques structurelles d'entreprises », Courrier des statistiques n° 130, mai 2011.
- Picard C., « Rentabilités d'exploitation sectorielles - La construction et l'industrie pharmaceutique en tête en 2001 », Insee Première n° 989, Octobre 2004.
- Millet C., « En 2011, les richesses créées par le secteur marchand guadeloupéen atteignent 2,9 milliards d'euros », Insee Analyse Guadeloupe n° 13, Octobre 2016.
- Benhaddouche A., « En 2011, le secteur marchand martiniquais génère 40 % de la richesse produite sur le territoire », Insee Analyse Martinique n° 11, Octobre 2016.

